Engagements financiers en faveur du développement

Partage international n° 165 – Mai 2002

La conférence internationale qui s'est déroulée en mars 2002, à Monterrey (Mexique) s'est montrée prometteuse. De hauts dirigeants, dont 51 chefs d'Etat et de nombreux représentants d'institutions financières et commerciales internationales, ainsi que du monde des affaires et de la société civile, ont tenu des tables rondes pour la première fois dans l'Histoire, et ont débattu de questions financières d'une importance capitale pour le développement international.

Avant le sommet de Monterrey, le président des Etats-Unis, George W. Bush, avait annoncé un programme d'assistance au développement mondial, de cinq milliards de dollars sur trois ans, destiné à aider les pays en développement qui respectent les droits de l'homme, combattent la corruption, assurent l'éducation de leurs populations et ouvrent leurs marchés. Il s'agit en fait d'un complément aux programmes américains existants déjà, qui doit être soumis à l'approbation du Congrès. L'Union européenne a déclaré pour sa part que ses quinze membres augmenteraient leur contribution à l'aide internationale d'au moins quatre milliards de dollars par an d'ici 2006, pour atteindre une moyenne de 0,39 % du Produit national brut.

Les participants ont adopté par acclamation un document intitulé le Consensus de Monterrey, décrit comme *« un catalyseur des actions futures »* en faveur d'une réduction de la pauvreté mondiale, d'un développement durable, et d'une aide officielle au développement (ODA). Ce Consensus reconnaît *« qu'une augmentation substantielle de l'ODA et des autres budgets d'aide sera nécessaire pour que les pays en développement atteignent les objectifs fixés en matière de développement ».* Mais il ne prend pas d'engagements précis en ce sens, en dépit des appels lancés par le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan et le président de la Banque mondiale James Wolfensohn pour faire passer l'ODA de 50 milliards à 100 milliards par an.

Certaines organisations non gouvernementales, des syndicats et quelques pays ont exprimé des réserves à l'égard du Consensus. Les ONG ont insisté sur la nécessité d'une approche centrée sur les peuples plutôt que sur les marchés. Ils ont déploré le peu d'engagement visant à libérer les pays les plus pauvres du fardeau de la dette, l'absence de constatation du lien entre le développement et les droits de l'homme, et également l'absence de mesures d'urgence visant à une réforme structurelle des marchés financiers internationaux.

Le sommet mondial sur le développement durable, prévu en août et septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud, essaiera de mettre en route les propositions pour un développement durable faites à Monterrey et lors des conférences sur le développement organisées précédemment par les Nations unies.

Lieu : Montrerrey, Mexique
Sources : Agence de presse des Nations unies
Thématiques : Économie
Rubrique : Tendances